



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## vaccinations

Question écrite n° 103933

### Texte de la question

Mme Maryvonne Briot \* souhaite attirer l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur le problème de la vaccination contre la tuberculose, notamment eu égard au maintien en France de la vaccination obligatoire du BCG pour les enfants entrant en collectivité. En effet, plusieurs structures s'opposent fermement à cette mesure, en se basant sur des travaux de l'Organisation mondiale de la santé, considérant que ce vaccin n'est pas de nature à permettre une protection efficace contre cette maladie. Par conséquent, elle désirerait que le Gouvernement lui indique s'il compte maintenir la vaccination obligatoire du BCG et plus globalement la politique vaccinale mise en place pour lutter contre la tuberculose.

### Texte de la réponse

La vaccination généralisée des enfants avant leur entrée en collectivité permet aujourd'hui d'éviter 800 cas de tuberculose chaque année, dont au moins seize cas de formes graves (comme les méningites). Ce résultat est obtenu grâce à une couverture vaccinale actuelle à 95 % des enfants de six ans. Depuis la suppression du vaccin Monovax, qui s'administrait au moyen d'une bague par multipuncture, la vaccination contre la tuberculose se pratique désormais par injection intradermique, pratique qui prévaut dans tous les autres pays européens. L'injection intradermique rend effectivement la vaccination, notamment des enfants en bas âge, un peu plus contraignante et comporte un risque légèrement plus important de réaction locale cutanée. Le directeur général de la santé a saisi le Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF) afin qu'il lui indique les modalités de mise en oeuvre des nouvelles recommandations issues du travail de la Commission d'audition publique sur la vaccination BCG. Sous la présidence de la Société française de santé publique, cette commission, composée de dix-neuf membres d'horizon divers, a émis des recommandations en faveur de la suppression de l'obligation vaccinale. Elle préconise de cibler les vaccinations et propose des critères prenant en compte les niveaux de risques d'exposition de la population au bacille de Koch. En Guyane, l'obligation de vaccination serait maintenue. Dès lors que le Conseil d'hygiène publique de France se sera prononcé, ces recommandations seront intégrées dans la stratégie d'actions prioritaires contre la tuberculose que le ministère de la santé et des solidarités publiera au cours du premier trimestre de l'année 2007.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Maryvonne Briot](#)

**Circonscription :** Haute-Saône (2<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 103933

**Rubrique :** Santé

**Ministère interrogé :** santé et solidarités

**Ministère attributaire :** santé et solidarités

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 12 septembre 2006, page 9537

**Réponse publiée le** : 30 janvier 2007, page 1124